

Editorial: Les limites à la croissance

Chères amies et chers amis d'Actares.

Vous vous souvenez peut-être du rapport du Club de Rome «Halte à la croissance?» paru en 1972. Il se focalisait moins sur l'écologie que sur l'économie. Les disponibilités en matières premières étaient au centre des préoccupations et non les menaces pour la planète.

Le Club de Rome a publié un autre rapport en 2012. Le monde aurait pu dans cet intervalle initier quelques changements. Mais les résultats sont maigres. Pour l'environnement, il a manqué, et il manque encore, à la politique le courage pour des solutions nécessaires et efficaces. Nous pensions avoir surmonté la crise et voir le chômage diminuer. Et soudain une autre secousse traverse le monde en 2019, venant d'où on ne l'attendait pas...

Une adolescente lance un mouvement pour le climat

Gretha Thunberg, seize ans, a réussi, au-delà des frontières de son pays ce que personne n'avait réussi jusqu'à présent: décerner un brevet d'inefficacité à la politique et à la société. Avec sa grève scolaire pour le climat, cette Suédoise réservée a trouvé un écho mondial et fait descendre des milliers de jeunes gens dans la rue, avec des arguments solides, sans polémique.

Espérons que le mouvement se poursuivra, du moins jusqu'à ce que les jeunes en grève de l'école aient atteint l'âge de voter.



Actares est maintenant prise au sérieux

Actares ne cherche pas à atteindre des objectifs de durabilité par la désobéissance civile mais en posant aux entreprises de manière amicale, quoique parfois insistante, des questions embarrassantes en exigeant des réponses substantielles. Il est encourageant de voir que les entreprises sont de plus en plus ouvertes aux aspects écologiques.

Cette disponibilité à la coopération est également due aux connaissances pointues et aux questions pertinentes de nos groupes de travail. Ils expriment de manière argumentée les points de vue d'Actares lors des assemblées générales. Encore un grand merci aux membres bénévoles de nos groupes de travail!

Selon Actares, les limites de la croissance sont atteintes, tant que la communauté humaine ne peut s'entendre sur une réduction des émissions CO₂. Pour Actares, la lutte continue. Ensemble avec vous.

Veronika Hendry, Présidente d'Actares

Sommaire

Editorial: Les limites à la croissance	1	Le comité se présente: Robert Jenefsky	6
La finance face à des vents contraires	2	Réseau: Oikocredit	6
Nestlé sur le chemin de Damas?	3	Entretien: Claudia Würstle	7
Nouveau cap pour les géants de la pharma?	4	Assemblée des membres 2019	8
Pompiers pyromanes?	5	In memoriam Theo Weilenmann	8
Note de lecture: Classement des caisses de pension	5	Impressum – Actares Bulletin n°39	8

La finance face à des vents contraires

Les banques et les compagnies d'assurances ne doivent plus s'esquiver s'agissant de leurs responsabilités en matière de réchauffement climatique.

Comme responsables du réchauffement climatique, on cite souvent le trafic aérien, le chauffage ou l'agriculture, moins les banques ou les assurances. Credit Suisse et Zurich Insurance Group se vantent d'avoir un bilan neutre en CO₂, d'acheter du courant vert, de compenser les émissions de leurs voyages d'affaires et d'optimiser la climatisation de leurs centres de calcul. Ils masquent ainsi que le secteur de la finance est un moteur important du réchauffement de la planète. Car, il s'agit de s'intéresser aux financements plutôt qu'aux opérations de bureau.

Mauvaises notes pour Credit Suisse et UBS

Le rapport «Banking on Climate Change» d'un groupe d'organisations environnementales examine le financement de plus de 1800 entreprises du secteur des énergies fossiles. En 2018, Credit Suisse et UBS ont

financé ces entreprises à hauteur de respectivement 17 et 10 milliards de dollars US. Sur les trente-trois banques mondiales sous revue, Credit Suisse se classe 14ème et UBS 25ème. Le rapport évalue les directives des grandes banques suisses sur leur retrait du financement des combustibles fossiles à D -, soit juste au-dessus du niveau d'échec «F», pour «failed».

Pour Actares, il est clair que Credit Suisse et UBS n'assument pas encore leurs responsabilités en matière de protection du climat, malgré de bonnes avancées comme, par exemple, l'offre croissante de placements durables. Lors de leurs Assemblées générales (AG), Actares a exigé que les directives de financement s'alignent sur les objectifs de la Conférence de Paris sur le climat.

Visites du Mozambique à Credit Suisse

En 2013 et 2014, Credit Suisse a accordé un prêt de plus d'un milliard de dollars US à deux sociétés étatiques mozambicaines qui ont servi de façade à un système de corruption sophistiqué. Par la suite, les calamités ont fondu sur le Mozambique: augmentation de la dette publique (l'argent s'étant évaporé), gel des paiements de pays donateurs comme la Suisse, inflation, mesures d'austérité, et, en mars et avril de cette année, dévastation causée par les cyclones Idai et Kenneth.

Fin 2018, le Département américain de la justice a inculpé trois collaborateurs de Credit Suisse, plusieurs officiels mozambicains et une tierce partie. L'acte d'accusation retrace en détail par quelle conspiration ce crédit d'un milliard a été accordé. Il est encore impossible de comprendre comment un prêt frauduleux d'une telle ampleur a pu échapper aux contrôles internes de Credit Suisse.

Credit Suisse a reçu la visite, fin avril 2019, de Denise Namburete, Paula Monjane et Adriano Nuvunga, membres d'une alliance d'organisations de la société civile du Mozambique. Par l'intermédiaire d'Actares,

ces personnes ont pu s'exprimer lors de l'Assemblée générale de Credit Suisse et rencontrer Romeo Cerutti, chef du service juridique, pour un entretien personnel.

La délégation mozambicaine a demandé à Credit Suisse d'effacer cette dette afin que le pays puisse se relever suite aux programmes d'économies et aux catastrophes naturelles. Après l'entretien, elle s'est dite satisfaite d'avoir noué ce premier contact, tout en soulignant qu'il restait encore beaucoup de chemin à parcourir avant qu'une solution définitive puisse être trouvée.



Paula Monjane et Denise Namburete
(Photo: Samuel Schalch)

UBS France, une goutte de trop

Une amende record (3,7 milliards d'euros) infligée par l'Etat français, c'en était trop pour une grande partie des actionnaires d'UBS. Actares, Ethos, ainsi que le conseiller mondial en droits de votes ISS ont recommandé à l'assemblée générale (AG) de refuser la décharge au conseil d'administration. Glass Lewis, un autre conseiller important s'est prononcé pour l'abstention. Finalement, un peu moins de 42 % des voix ont été en faveur de la décharge. Les actionnaires conservent ainsi la possibilité d'intenter une action en justice jusqu'à six mois après l'AG.

Le refus de la décharge, au-delà de la possibilité d'une plainte, est un avertissement à la direction de l'entreprise. Actares s'oppose à la décharge si la notation d'une entreprise en matière d'ESG ou de climat est médiocre, conformément à sa volonté de défendre non seulement de bonnes performances financières mais aussi les êtres humains et l'environnement.

Zurich et Swiss Re: un bon départ

Les choses bougent déjà dans les grandes compagnies d'assurances: Zurich n'assure que des entreprises qui réalisent moins de 50 % de leurs chiffres d'affaires avec du charbon ou de l'électricité produite à partir de charbon. Swiss Re fixe un seuil encore plus bas à 30 %. Mais il vaut la peine d'examiner la situation de plus près: pour les entreprises aux chiffres d'affaires importants, des pourcentages inférieurs à 50 % ou 30 % peuvent conduire à des émissions de CO₂ élevées en valeur absolue. Lors des AG de Zurich et de Swiss Re, Actares a demandé que les deux compagnies appliquent, outre le seuil en pourcentage, un seuil en volume: par exemple, 20 millions de tonnes de charbon ou de 10 gigawatts d'électricité au charbon.

- Rapport «Banking on Climate Change»:
<https://bit.ly/2FrU66L>

Nestlé sur le chemin de Damas?

Nestlé fait partie des firmes qui utilisent le plus d'emballages plastiques. Maintenant, l'entreprise voudrait faire partie de la solution. Il est permis d'émettre quelques doutes sur cette stratégie.

Sous la direction de l'organisation Break Free From Plastic, 10'000 bénévoles ont collecté des déchets plastiques dans les eaux de quarante-deux pays. Plus de 187'000 objets récoltés ont été catalogués et attribués à diverses entreprises. Résultat: Nestlé fait partie, avec Coca-cola et Pepsico des trois firmes les plus polluantes, responsables de 14 % des plastiques récoltés. Selon Reuters, Nestlé a fait usage en 2018 de 1,7 million de tonnes d'emballages plastiques, dont une bonne part finit tôt ou tard dans les mers.

Nestlé s'est fixé pour objectif de n'utiliser d'ici à 2025 que des emballages réutilisables ou recyclables. En décembre 2018, la société a annoncé la création d'un Institute of Packaging Sciences pour développer des emballages «fonctionnels, sûrs et écologiques». Parmi les pistes identifiées par Nestlé figurent «les polymères recyclables, biodégradables ou compostables, le

papier fonctionnel et de nouveaux concepts et technologies d'emballage qui améliorent la recyclabilité des emballages plastiques». L'institut, basé à Lausanne, devrait employer une cinquantaine de personnes et collaborer avec des partenaires, des entreprises de fournitures et des start-ups.

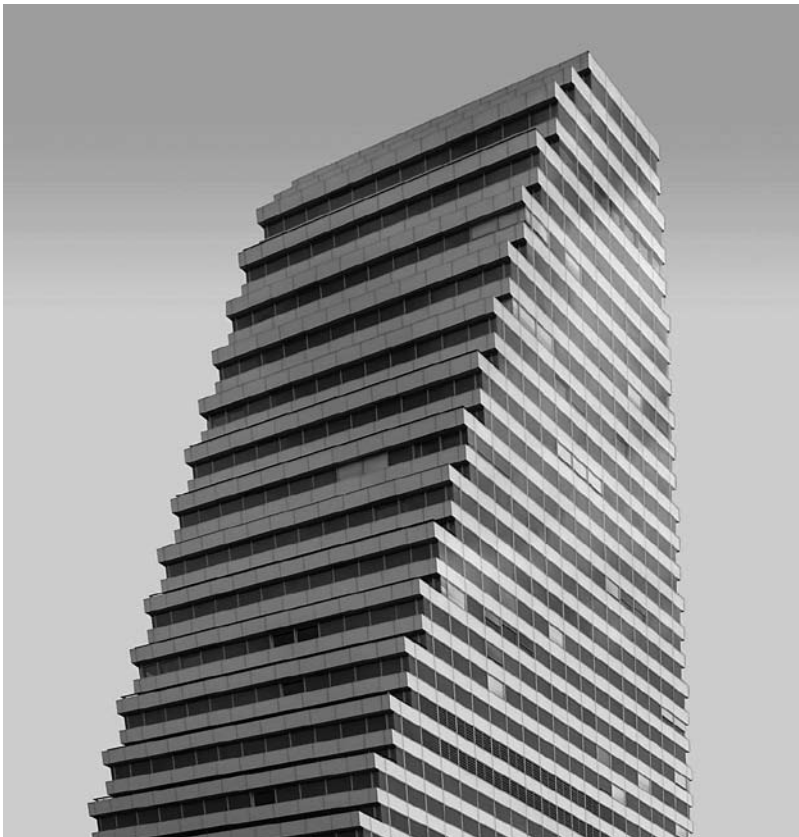
Nouveaux emballages, la solution?

Lors de l'Assemblée générale de Nestlé, Actares est intervenue sur cette question et a demandé plus de détails sur cet institut. Les réponses sont restées vagues. Le certain est qu'il faut poursuivre ce dossier. Des voix critiques mettent en garde, par exemple, contre le fait de ne compter que sur de nouveaux types d'emballages. Selon Greenpeace, seulement 14 % du plastique est actuellement recyclé, et le plastique recyclable finit souvent dans la mer. Ce qui nous ramène au point de départ.

Nouveau cap pour les géants de la pharma?

Depuis l'automne 2018, le groupe de travail «pharma» d'Actares s'est focalisé sur deux thèmes: le passage de la production traditionnelle de médicaments à des processus biochimiques et de génie génétique, et les risques pour les humains et l'environnement dus à la délocalisation de la production en Asie.

Cela semble paradoxal: Actares s'est toujours engagée en faveur de la recherche et du développement de médicaments pour les maladies rares. Avec le Kymriah, Novartis vient d'obtenir l'autorisation pour une thérapie cellulaire de traitement d'une forme rare de leucémie chez de jeunes patientes et patients. On ne sait pas encore si le traitement est efficace à long terme. Mais il est clair que des coûts de traitement de 475'000 dollars US à la base mettent sous pression les systèmes d'assurances. Le désir d'Actares d'avoir des médicaments pour les maladies rares semble être sur la bonne voie, mais à quel prix?



La tour Roche à Bâle (Photo: Victor Garcia)

Des assurances prises en otages

Novartis mise clairement sur les thérapies géniques pour l'avenir et estime que leurs prix peuvent encore augmenter. Actares, dans son dialogue avec Novartis, mais aussi lors de l'Assemblée générale et d'interventions publiques, s'est alarmée de cette nouvelle orien-

tation. A l'heure actuelle, la base de négociation pour le Kymriah se situe en Suisse à 370'000 francs. Si la tendance vers de nouvelles méthodes si coûteuses se poursuit, il s'agit d'une prise d'otage de notre système d'assurances par l'industrie pharmaceutique: en Suisse, personne ne serait prêt à refuser de tels traitements à des personnes atteintes de maladies mortelles pour des raisons de coût.

Roche reste plus largement diversifiée

Roche s'attend manifestement à quelques résultats avec ces méthodes de traitement d'avant-garde, mais avance à pas plus mesurés que Novartis. Un autre souci concerne les antibiotiques. Actares a demandé à Roche si elle envisageait comme Novartis de se retirer de la recherche et du développement d'antibiotiques. La réponse a été plutôt rassurante. Roche a déjà lancé sur le marché un nouvel antibiotique en 2017 et s'est fortement engagée à poursuivre le développement de produits de diagnostic dans ce domaine.

Des germes résistants en Inde et à Bâle

Actares s'inquiète des conséquences de l'externalisation des processus de production en Asie. Il est avéré que des germes résistants ont été trouvés dans les rivières autour d'Hyderabad en Inde mais récemment aussi à Bâle. On suppose qu'ils proviennent de décharges mal contrôlées de fournisseurs pharmaceutiques locaux. Novartis ne fournit aucune information à ce sujet. Roche souligne l'existence de contrôles internes extrêmement stricts et estime que les germes sont plutôt susceptibles de provenir des eaux usées d'hôpitaux indiens voisins. Quoiqu'il en soit, le groupe «pharma» d'Actares continuera de se pencher sur ces questions.

Pompiers pyromanes?

LafargeHolcim a fortement contribué au réchauffement climatique et veut maintenant nous protéger de ses conséquences.

L'Afsluitdijk est une digue de 32 kilomètres de long sur 90 mètres de large qui sépare aux Pays-Bas l'IJsselmeer de la haute mer et protège les terres intérieures des inondations. Avec un projet de 550 millions d'euros, le gouvernement néerlandais a entrepris de moderniser et de renforcer cet ouvrage. Il s'agit notamment de réagir à l'élévation du niveau de la mer due au réchauffement de la planète. À la fin des travaux, l'ouvrage doit pouvoir résister à une montée exceptionnelle des eaux, pouvant se produire une fois tous les 10'000 ans, soit une extrême grande marée.

Rôle important face au changement climatique

LafargeHolcim fait partie des principales entreprises de fournitures du projet Afsluitdijk. De nouveaux éléments en béton de l'entreprise de Jona sont en cours d'installation sur une surface de 700'000 m². «Concernant l'élévation du niveau de la mer, nous avons développé une solution pour des pays particulièrement vulnérables comme les Pays-Bas», a annoncé LafargeHolcim dans un communiqué de presse, faisant référence à

quarante ans d'expérience en matière de mesures de protection côtière. Le contrat Afsluitdijk «permet désormais à l'entreprise de développer davantage cette activité». LafargeHolcim pourrait ainsi devenir un acteur important de l'adaptation au changement climatique.

Et la protection du climat?

On ne devrait pas l'oublier: l'élaboration du ciment et du béton émet beaucoup de CO₂. Les cimenteries en Suisse sont responsables de 9% des émissions de CO₂ du pays. Seuls quelques pays dans le monde contribuent davantage aux émissions de CO₂ que l'industrie du ciment. LafargeHolcim ne doit donc pas se satisfaire de jouer un rôle dans «l'adaptation» au climat mais doit aussi se fixer des objectifs ambitieux pour «la protection» du climat, donc pour la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Actares l'a rappelé avec insistance lors de la dernière Assemblée générale.

Note de lecture: Classement des caisses de pension

Les caisses de pension suisses gèrent près de 910 milliards de francs, faisant ainsi partie des investisseurs les plus importants et les plus influents et assument par ce fait une grande responsabilité. La plupart des personnes assurées ne savent pourtant pas où leurs fonds sont investis, et en fonction de quels critères.

Pour nous éclairer, le WWF a pour la deuxième fois analysé et évalué le comportement dans leurs investissements des vingt plus importantes caisses de pension suisses. Actares a participé dans un groupe d'experts externes à l'élaboration de cette étude.

Le bilan est mitigé: si des progrès ont été réalisés par rapport à la dernière étude (2015/2016), il y a encore bien du chemin à faire dans les domaines de la transparence, de la documentation, ainsi que les impacts

sur l'évolution du climat. Les caisses de pensions doivent assumer leurs responsabilités et intégrer complètement dans leurs choix d'investissements les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance. Pour la plupart des caisses, la marge de progression reste importante, en particulier concernant la protection du climat.

- www.wwf.ch/fr/nos-objectifs/le-classement-wwf-des-caisses-de-pension



Le comité se présente: Robert Jenefsky

Après des études en physique à l'EPFZ et un doctorat de l'EPFL, basé sur un travail de recherche effectué au CERN, j'ai entamé une longue et variée carrière professionnelle dans



l'industrie suisse et internationale, dont quinze ans en tant que cadre dans une société multinationale dans le domaine de l'informatique. Ensuite, pendant onze ans comme professeur dans une haute école spécialisée, j'ai pu partager mon expérience avec des centaines d'étudiants et étudiantes en enseignant la stratégie d'entreprise, le marketing et l'entrepreneuriat. J'ai également travaillé comme consultant international pendant ce temps. Depuis des années je suis engagé dans le bénévolat, notamment en politi-

que locale et dans un club-service qui œuvre en faveur des enfants en Suisse et dans le monde.

Toutes ces années d'activité professionnelle dans différents domaines, avec ou sans but lucratif, m'ont sensibilisé aux multiples facettes socio-économiques interdépendantes de la Suisse qui, ensemble, contribuent à notre prospérité et à la stabilité de nos institutions démocratiques. Parmi elles, la participation d'une grande partie de la population, soit directement, soit indirectement par le biais d'une caisse de pension, à la réussite de nos entreprises par l'actionnariat. Il est indispensable que les firmes, dont nous sommes en fin de compte les propriétaires, écoutent notre voix. Le rôle d'Actares, qui regroupe les forces des actionnaires à titre individuel en faveur d'une économie durable et socialement responsable, est essentiel pour maintenir un sain équilibre entre les intérêts des divers «stakeholders» de nos entreprises. C'est dans cet esprit que je souhaite apporter ma pierre à l'édifice Actares.

que locale et dans un club-service qui œuvre en faveur des enfants en Suisse et dans le monde.

Réseau: Oikocredit – placements financiers durables

par Martin Werner

Pionnière en matière de finance alternative, la coopérative Oikocredit finance, depuis 1975, 700 projets sociaux et écologiques dans des pays en développement ou émergents.

Oikocredit investit dans des personnes en leur offrant des perspectives professionnelles au niveau local. Pour cette raison, seuls des entreprises et des projets sociaux et écologiques sont financés.

Des placements financiers pour un monde plus juste

L'accent est placé sur le microcrédit, l'agriculture et les énergies renouvelables en Amérique du Sud, Afrique et Asie. Les partenaires d'Oikocredit bénéficient de conseils, de programmes de formation et d'un soutien pour les aider à faire face au réchauffement climatique et à ses conséquences.

En général, les crédits octroyés sont publics. Oikocredit cultive aussi cette transparence dans le cadre

du placement de capitaux, qui ne sont pas transitoirement investis en crédits, et pour informer sur les résultats de ses propres activités. Cet engagement a déjà convaincu 57'000 investisseurs à l'échelle mondiale, dont 3'000 en Suisse (plus de 800 en Suisse romande).

Travail de sensibilisation en Suisse

Trop peu de Suissesses et de Suisses sont conscients du rôle joué par leurs placements financiers pour un monde durable. C'est pourquoi les associations à but non lucratif Oikocredit Suisse romande et Oikocredit Suisse alémanique s'engagent dans un travail d'information et de sensibilisation, à travers des présentations, des ateliers et des événements.

■ Oikocredit en Suisse romande:
www.suisse-romande.oikocredit.ch

Entretien: Claudia Würstle

A la prochaine assemblée de nos membres, le 26 septembre 2019, Claudia Würstle, spécialiste en rémunérations de la firme-conseil HCM parlera de la prise en compte de critères environnementaux et sociaux dans les plans de rémunérations. Veronika Hendry s'est entretenue avec elle.

Votre firme HCM conseille les entreprises en matière de rémunérations. Vous incluez des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans les plans de rémunérations. Quelle en a été la raison?

Il est apparu ces dernières années que différents groupes d'intérêts internes et externes, comme le personnel, la clientèle, les fournisseurs, les entreprises de conseil pour les votes, les investisseurs demandaient aux firmes cotées un engagement vers la soutenabilité, qu'il s'agisse de leurs activités commerciales ou de leur insertion dans la société. Des objectifs de durabilité pour les rémunérations peuvent conduire à une pratique plus soutenable des affaires. En ce sens, nous conseillons les entreprises au sujet de l'environnement et du social, de l'éthique et de la bonne gouvernance.

En fonction de votre expérience à ce jour, à quel point les entreprises sont-elles disposées à inclure des critères ESG dans leurs plans de rémunérations?

En fait, quelques avancées sont à noter: toujours plus de grandes sociétés publient des critères de durabilité pour déterminer la rémunération variable de leurs cadres supérieurs. C'est le cas de près de la moitié de ces grandes firmes, alors qu'elles n'étaient qu'un peu plus d'un tiers en 2012. La diffusion des critères ESG varie fortement en fonction de la branche, du pays et du modèle d'affaires de l'entreprise.

Les hautes rémunérations variables des directions font encore et toujours l'objet de critiques. Les critères ESG ont-ils le plus d'effet sur les rémunérations variables à court terme ou à long terme?

En principe, l'utilisation des critères ESG dépend fortement de la stratégie de l'entreprise et peut avoir un impact sur les rémunérations aussi bien à court qu'à long terme. Bien que la durabilité soit souvent liée au très long terme – pensons au changement climatique –, nous constatons sur le marché plutôt une tendance vers des critères ESG portant sur le court terme. Cela reflète le besoin pour les entreprises de traduire en objectifs annuels concrets des thèmes liés

au long terme et souvent mal définissables tels que «l'environnement» et «la société».

La durabilité est un concept large. Comment peut-on mesurer les critères ESG pour les utiliser dans les plans de rémunérations?

La mesure des critères ESG est un facteur décisif pour une mise en œuvre réussie. Les questions de durabilité sont généralement plus difficiles à mesurer que les performances financières. Beaucoup de progrès ont été accomplis ces dernières années sur des indicateurs qualitatifs. Souvent, les conseils d'administration renoncent à mesurer les prestations individuelles mais évaluent plutôt globalement la performance en durabilité pour une section ou l'ensemble de l'entreprise. Cela s'inscrit dans la tendance à promouvoir la pensée d'équipe et la coopération plutôt qu'à miser sur des incitations individuelles.



Que celles et ceux qui désirent en savoir plus sur ce thème et ses futurs développements, et qui aimeraient en débattre avec Claudia Würstle, retiennent la date du 26 septembre 2019 à Zurich! (Voir page 8)

Assemblée des membres 2019

Cette année, notre assemblée des membres se tiendra à **Berne le 26 septembre 2019**. Des informations détaillées seront communiquées fin août. Nous invitons les non-membres à aussi réserver cette date.

Après la partie statutaire, Claudia Würstle, spécialiste dans le domaine des rémunérations, nous parlera du lien entre rémunérations et objectifs de durabilité: Des incitations financières sont-elles nécessaires pour une pratique durable des affaires? Comment peut-on me-

surer la performance en matière de durabilité? Quelles perspectives pour le futur?

En guise d'introduction, nous vous suggérons de lire son interview, page 7, ainsi que les deux rapports d'enquêtes d'Actares sur ce thème (www.actares.ch > Firmes et thèmes > Analyses).

La partie «conférence», dès 18h30, est comme d'usage ouverte au public. Vous pouvez donc y inviter famille et connaissances. Le comité se réjouit d'une discussion animée!

Actares

Actionnariat
pour une
économie durable

Bern:

Actares, Postfach
CH-3000 Bern 23
T 031 371 92 14

Genève:

Actares, CP 161
CH-1211 Genève 8
T 022 733 35 60

www.actares.ch
info@actares.ch

IBAN:

CH30 0900 0000
1744 3480 3
PC / CCP:
17-443480-3

In memoriam Theo Weilenmann

A la mi-mai, nous avons appris la terrible nouvelle du décès, cinq jours après une opération, de Theo Weilenmann, membre de longue date de notre association. Theo n'avait que 64 ans et était si plein d'énergie qu'on ne peut imaginer qu'il ne soit plus parmi nous.

Il a été un membre engagé du groupe de travail sur les assurances, et de celui attaché au reporting sur la responsabilité des entreprises, et a assuré un généreux soutien financier à Actares. Un membre du groupe de travail l'a décrit comme suit: «Il m'a impressionné à maintes reprises par ses recherches extrêmement approfondies, qu'il présentait d'une manière sèche, mais précise, ce qui a donc largement contribué à la réputation de notre groupe».

Avec son style calme et réfléchi, il a été un pilier important des groupes de travail, même s'il ne souhaitait pas intervenir aux AG. Mais il a participé aux discus-



sions avec les entreprises, s'appuyant sur son expérience d'entrepreneur. Theo a été cofondateur, directeur et membre du conseil d'administration de Veloplus. La responsabilité et la durabilité dans les affaires ont toujours été essentielles pour lui.

Dans sa vie privée, Théo était un bon ami sur qui on pouvait compter. Il a notamment organisé des randonnées pour des groupes privés et pour Mountain Wilderness, par exemple une semaine dans les Alpes italiennes près du lac de Côme.

Théo, tu nous manques beaucoup.
Rudolf Meyer, président d'honneur

Impressum – Actares Bulletin n°39

Tirage en français: 800 exemplaires / en allemand: 1'100 exemplaires

Rédaction, traduction et relecture: Sophie de Rivaz, Christoph Gassmann, Veronika Hendry, Robert Jenefsky, Rudolf Meyer, Jean-François Rochat, Roger Said, Martin Werner (Oikocredit), Nicole Weydknecht, Tabea Willi

Photos: Actares, Victor Garcia, Samuel Schalch, Markus Spiske, Claudia Würstle

Mise en page/impression: Gegendruck GmbH, Neustadtstr. 26, 6003 Lucerne

Impression sur papier 100% recyclé, Rebello

Avec le soutien de la Ville de Genève et de la Banque Alternative Suisse BAS